

# Eau



**Pilotes :**  
> DRASS  
> DIREN

## OBJECTIFS PRINCIPAUX

- Développer les connaissances des ressources en eau
- Mettre en œuvre les plans d'action départementaux de protection des captages
- Améliorer la sécurité de l'alimentation en eau
- Réduire les pollutions diffuses vis à vis des nitrates et des produits phytosanitaires

# PRESERVER LES RESSOURCES POUR AMELIORER LA QUALITE DE L'EAU

Améliorer la qualité de l'eau potable en préservant les captages et les ressources d'eau potable des pollutions ponctuelles et diffuses

La population bas normande dont les besoins annuels en eau avoisinent 10 millions de m<sup>3</sup> est alimentée par 841 captages. La plupart de ces ouvrages captent des eaux souterraines, cependant les 39 captages d'eaux superficielles approvisionnent 23,3 % de la population.

### La qualité des eaux brutes

Les ressources en eau utilisées pour la consommation sont souvent dégradées, de manière diffuse ou ponctuelle, par des polluants issus des activités humaines. Ces états d'altération sont bien connus pour les nitrates dont l'augmentation constatée des teneurs depuis de nombreuses années résultent des activités humaines et principalement de l'agriculture. Leurs teneurs ont augmenté de façon si importante dans certaines ressources en eau souterraines que cela a conduit à l'abandon de certains captages d'eau destinée à la consommation humaine

De plus des dégradations par les produits phytosanitaires sont constatées au niveau principalement des eaux superficielles mais aussi des eaux souterraines. Du fait de l'interdiction d'utilisation de certaines molécules (atrazine), le nombre de dépassements constatés, au cours des deux dernières années, est en baisse très sensible au niveau des eaux souterraines. Les suivis soulignent toutefois l'émergence de nouvelles molécules (glyphosate, alachlore...).

Le manque d'actions préventives au niveau des ressources a conduit les collectivités à mettre en œuvre des solutions curatives (traitement de l'eau, abandon de captage) pour distribuer à la population une eau de bonne qualité au prix parfois d'efforts financiers importants.



### La protection des captages d'eaux destinées à la consommation humaine

Seulement 1/3 des captages (33,2 %) fait l'objet d'une protection avec déclaration d'utilité publique représentant 36,2 % du débit moyen. Pour 85 % des captages, des rapports hydrogéologiques proposent des zones et des mesures de protection qui sont très souvent prises en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

### Les zones vulnérables

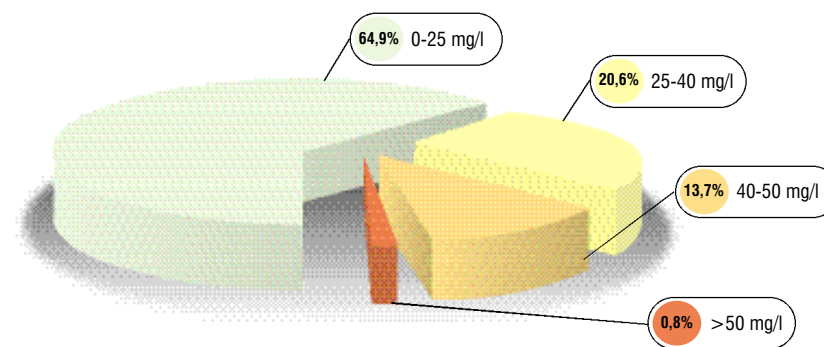
Pour lutter contre la pollution de l'eau par les nitrates favorisée par la mise en place de méthodes de production agricole intensives, conformément à une directive européenne, les zones vulnérables ont été définies en Basse Normandie. Il s'agit des eaux de surface et souterraines touchées par la pollution ou susceptibles de l'être. Outre des codes volontaires de bonne pratique agricole établis pour les agriculteurs, des programmes d'actions applicables aux zones vulnérables ont été élaborés. Ils comportent des mesures répertoriées dans les codes de bonnes pratiques, ainsi que des mesures visant à limiter l'épandage sur les sols de tout engrais contenant de l'azote et fixer des limites pour l'épandage d'effluents d'élevage.

### La qualité des eaux distribuées

Les eaux distribuées aux consommateurs sont de très bonne ou bonne qualité microbiologique. La qualité bactériologique médiocre a concerné en 2004, 13 unités de distribution soit 17 200 personnes (1,2 %).

En ce qui concerne les nitrates, en 2004, l'eau distribuée a été au moins une fois non conforme pour 3,2 % de la population soit 46 500 personnes. La teneur moyenne en nitrates a dépassé 50 mg/l pour 11 unités de distribution soit 11 000 personnes. Cette population concernée par des teneurs en nitrates élevées est en diminution ces dernières années.

Les dépassements de la limite de qualité des pesticides dans l'eau a concerné en 2003, 94 unités de distribution. Pour 216 000 personnes soit 15 % de la population, l'eau a été au moins une fois non conforme. Du fait de l'amélioration de la qualité au niveau des eaux souterraines et de la mise en œuvre de traitement par charbon actif au niveau des eaux superficielles, la qualité de l'eau distribuée vis à vis des produits phytosanitaires s'est améliorée de façon très notable. Entre 1998 et 2003, les situations de conformité en distribution sont passées de 60,2 % à 85 %.



Répartition de la population en fonction de la teneur moyenne en nitrates des eaux 2004

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Développer une meilleure connaissance des principales ressources en eau existantes et futures pour améliorer la sécurité de l'alimentation en eau de la population bas normande	1.1 Conforter les études hydrogéologiques et de vulnérabilité des principales ressources utilisées pour l'alimentation en eau potable	Collectivités distributrices Agences de l'Eau Mission Interservice de l'Eau (MISE)	Nombre d'études hydrogéologiques	(ressource en eau d'intérêt stratégique pour l'alimentation en eau)
	1.2 Développer des analyses de risques de dysfonctionnement (scénarii de pollution) des principales unités de distribution.	MISE Collectivités distributrices Agences de l'Eau	Nombre d'analyses de risques intégrant des scénarii de pollution	
2. Elaborer et mettre en œuvre les plans d'action départementaux de protection des captages servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine	2.1 Mettre en œuvre la protection des ressources en eau en utilisant divers outils (périmètres de protection, travaux de protection, dispositions d'urbanisme,...)	DDASS MISE	Nombre de collectivités ayant délibéré pour mise en place périmètre de protection	
	2.2 Mettre en place un groupe départemental interministériel et interprofessionnel de programmation et de suivi des périmètres de protection	Collectivités distributrices MISE DDASS DDAF DDE Agences de l'Eau	Mise en place effective du groupe de suivi dans les 3 départements	
	2.3 Instruire les procédures de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine	DDASS	Nombre de captages protégés par DUP	
	2.4 Contrôler la mise en place des mesures de protection	Collectivités distributrices MISE DDASS Préf. DDAF	Nombre de zones de captage contrôlées	
	2.5 Renforcer les contrôles agricoles dans les bassins d'alimentation de captage et les périmètres de protection	Collectivités distributrices MISE DDAF	Nombre de zones de captage contrôlées	
	2.6 Valoriser des expériences de mesures innovantes de protection des captages (acquisition, échange de parcelles, remise en herbes, promotion de l'agriculture biologique, boisement, contrat avec agriculteurs, animation )	MISE Agences de l'Eau	Nombre d'expériences valorisées	

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
3. Améliorer la sécurité de l'alimentation en eau	<p>3.1 A partir d'analyses de risques, développer la mise en place de plans de secours spécialisés</p> <p>3.2 Inciter les principales collectivités distributrices à diversifier leurs ressources en eau et à fiabiliser leurs réseaux de distribution</p>	<p>Collectivités distributrices</p> <p>MISE DDAF DDASS Agences de l'Eau</p>	<p>Nombre de plans de secours</p> <p>% de collectivités distributrices adhérant à un syndicat de production ou avec inter-connexions</p>	
4. Contribuer à réduire les pollutions diffuses vis à vis des nitrates, phosphore et des produits phytosanitaires (voir page 37 pour produits phytosanitaires)	<p>4.1 Mettre en œuvre les dispositions prévues dans le cadre des zones vulnérables, à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limitation à 170 kg d'azote provenant des effluents d'élevage par ha de surface potentiellement épandable,</li> <li>- raisonnement de la fertilisation,</li> <li>- établissement d'un plan prévisionnel de fumure azotée et d'un cahier d'épandage,</li> <li>- périodes d'interdiction d'épandage</li> <li>- obligation de disposer de capacités de stockage des effluents d'élevage aux normes,</li> <li>- mesures additionnelles dans les zones de protection prioritaires nitrates (ZPPN) : couverture de 80 % des sols nus en hiver, 80 % de bandes enherbées d'une largeur de 10 m le long des cours ...</li> <li>- mesures additionnelles dans les zones à forte charge azotée : interdiction d'importation d'effluents d'élevage, ajustement de l'alimentation des animaux</li> </ul>	MISE	<p>% de surfaces en fertilisation équilibrée</p> <p>% d'agriculteurs utilisant des outils de fertilisation raisonnée</p>	Mise en œuvre de la directive nitrates – se reporter à u x a arrêtés départementaux

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
	<p>4.2 Réaliser des zonages de risque de transfert de polluants à l'échelle parcellaire au niveau des aires d'alimentation de captage (risque érosion ou infiltration)</p> <p>4.3 Promouvoir de bonnes pratiques agricoles dans les bassins d'alimentation : <i>bandes enherbées le long des cours d'eau et fossés, couverture des sols en hiver, création et entretien des haies sur talus perpendiculaires aux pentes, revégétalisation pérenne des secteurs les plus à risque, adaptation des objectifs de rendement à la vulnérabilité des sols, fertilisation raisonnée, agriculture biologique, techniques alternatives à l'emploi de pesticides</i></p>	<p>MISE Agences de l'Eau</p> <p>Collectivités MISE Agences de l'Eau</p>	<p>% d'installations de stockage aux normes</p> <p>% de sols couverts en hiver linéaire de bandes enherbées</p>	<p>Le projet de loi sur l'eau prévoit la possibilité de mise en œuvre de programmes d'actions visant à restaurer ou préserver la ressource en eau dans les aires d'alimentation des captages en eau potable. Par ailleurs la mise en application de la conditionnalité des aides de la PAC va contribuer pour partie aux modifications des pratiques</p>

#### Plans d'actions et référence :

- Code de la Santé Publique L1321-1 et suivants - Circulaire DGS/SD7A/2005/59 du 31 janvier 2005
- Directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution des nitrates
- Directive Cadre sur l'Eau



- Mettre en œuvre le plan de lutte contre les pollutions de l'eau par les produits phytosanitaires <
- Réduire les rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées <
- Poursuivre le suivi de la qualité des eaux vis à vis des pesticides <
- Surveiller les eaux souterraines au droit des sites industriels pollués <

# LES SUBSTANCES DANGEREUSES DANS LES EAUX ET LES SOLS

Limitier les pollutions des eaux et des sols dues aux pesticides et à certaines substances potentiellement dangereuses

## Les substances dangereuses

La Directive européenne 2000/60/CE du 23 octobre 2000, qui établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, vise la réduction progressive des rejets de 33 substances dangereuses prioritaires voire l'élimination de 11 de ces substances.

Le Ministère chargé de l'Environnement a demandé la réalisation d'un état des lieux des rejets de substances dangereuses dans l'eau des installations classées identifiées comme susceptibles d'en rejeter.

C'est ainsi qu'un comité de pilotage régional (pilote par la DRIRE) a été constitué en vue de sélectionner les établissements industriels concernés et de leur demander de procéder à la recherche de 87 substances dangereuses conformément à un cahier des charges prédéfini. Plus de 70 établissements bas normands sont aujourd'hui visés par cette action.

## La surveillance des sites industriels pollués et des sites industriels ayant une activité le nécessitant

De nombreuses activités peuvent être sources de contamination des sols : industries métallurgiques, industries de traitement de surface, dépôts d'hydrocarbure, stockages de déchets, etc. Les polluants possibles sont donc particulièrement nombreux, toutefois les substances

les plus fréquemment identifiées dans les sols pollués sont les hydrocarbures, le plomb, les hydrocarbures aromatiques polycycliques ou HAP, les solvants halogénés, le chrome et le zinc. Le traitement des sites pollués par des activités industrielles relève du code de l'environnement. Les services de la DRIRE s'assurent de la mise en place d'une surveillance et de moyens de lutte contre la pollution des eaux souterraines mais aussi des sols, au droit des sites et sols pollués de même qu'au droit des établissements classés exerçant des activités identifiées comme à risque (art 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

En complément de la surveillance des sites pollués, il importe de garder la mémoire des restrictions d'usage qui, le cas échéant, ont été rendu nécessaires pour prendre en compte l'usage actuel ou futur du site, préserver les mesures de gestion du site voire éviter de mobiliser la pollution. A cette fin, des servitudes doivent être mises en place qui peuvent être amendées en cas de dépollution complémentaire



## Les produits phytosanitaires



En Basse Normandie, environ 1 800 tonnes de matières actives de produits phytosanitaires sont utilisées pour la protection des végétaux. Les produits phytosanitaires sont majoritairement (84 %) employés pour des usages agricoles classiques. Les collectivités locales chargées de l'entretien des espaces publics, les gestionnaires d'infrastructures de transport et les particuliers (jardinage) en sont les principaux autres utilisateurs.

Principalement lors de leur utilisation, mais aussi à travers l'alimentation et les eaux de boisson, la population est susceptible d'être exposée de façon chronique, à de faibles voire très faibles doses, aux divers contaminants potentiels des sols agricoles. Les risques majeurs des pesticides sont principalement liés à des intoxications aiguës des applicateurs. Les risques à long terme sont plus difficiles à apprécier. Des études épidémiologiques récentes ont mis en évidence cependant des liens entre des expositions à des produits phytosanitaires et des effets retardés sur la santé principalement dans le champ des cancers, des effets neurologiques et des troubles de la reproduction.

Les dispositifs de suivi mis en œuvre pour surveiller la qualité des eaux souterraines et superficielles (contrôle sanitaire, suivi Réseaux Eaux Souterraines, Réseau National de Bassin, autres réseaux (Conseil Général du Calvados, suivis complémentaires, ...) montrent la présence de pesticides au niveau d'un nombre important de ressources en eau. En 2003-2004, 18 molécules de produits phytosanitaires étaient retrouvées dans les eaux à des teneurs supérieures à 0.1 µg/l. Environ 15 % des captages d'eaux souterraines était concerné par des teneurs en déséthylatrazine supérieures à 0.1 µg/l.

La majorité des eaux superficielles qui fournissent en eau 1 bas normands sur 4 sont contaminées par des pesticides. Ces eaux peuvent être affectées lors des épisodes pluvieux significatifs qui suivent les épandages de produits phytosanitaires.

Si les nombres de dépassement sont en baisse très sensible par rapport à 2000-2002 pour quatre molécules qui ont fait l'objet d'interdiction (atrazine, atrazine-desethyl, atrazine-deisopropyl et diuron), il est constaté l'augmentation notable du nombre de détections pour de nouvelles molécules (glyphosate, alachlore ...).





Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Rassembler, au niveau de la Basse-Normandie, les informations et résultats des contrôles et mesures des résidus de pesticides dans les eaux	1.1 Poursuivre le suivi de la qualité des eaux vis à vis des produits phytosanitaires 1.2 Poursuivre le suivi des quantités de produits phytosanitaires utilisés en Basse-Normandie 1.3 Actualiser les molécules prioritaires à rechercher dans les eaux	DDASS Agence de l'Eau Conseil Général 14 SRPV Agences de l'eau  SRPV	Nombre d'analyses  Mise à jour  Mise à jour de la liste	Contrôle sanitaire, suivi RES, suivi RNB, suivi complémentaire agence, autres (CG 14, suivis spécifiques de bassin)
2. Elaborer et mettre en œuvre le plan de lutte contre les pollutions de l'eau par les produits phytosanitaires.	2.1 Identifier les bassins prioritaires 2.2 Réaliser les diagnostics de bassin versant et mettre en œuvre les plans d'actions visant à limiter les pollutions ponctuelles et diffuses en domaine agricole et non agricole 2.3 Promouvoir les bonnes pratiques phytosanitaires en direction des différents utilisateurs (collectivités, agriculteurs, particuliers...) 2.4 Inciter à la mise en œuvre de techniques alternatives à l'utilisation de pesticides	MISE/ORQUEPP <sup>(1)</sup>  Collectivités  MISE/ORQUEPP  MISE/ORQUEPP	Date d'approbation du plan Nombre de diagnostics de bassin versant Et plans d'actions	Plan interministériel de réduction des risques liés aux pesticides et sa déclinaison locale : le document stratégique régional (validation prévue en CAR au printemps 2006)
3. Limiter la pollution des eaux et l'exposition des utilisateurs (voir fiche Travail pour professionnels agricoles ou non)	3.1 Sensibiliser les particuliers, via notamment les jardineries, aux risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires	ORQUEPP	Descriptifs des actions réalisées	
4. Rechercher et réduire les rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées	4.1 Rechercher les substances dangereuses dans les rejets des établissements sélectionnés en Basse-Normandie.	DRIRE Comité de Pilotage Régional	Nbre d'établissements ayant effectué la recherche	Action débutée en septembre 2002. Début d'exploitation des résultats des prélèvements en Basse-Normandie prévu en septembre 2005 par l'INERIS.
5. Surveiller les eaux souterraines au droit des sites industriels pollués	5.1 Prescrire la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines et en contrôler la mise en œuvre	DRIRE	Nbre de sites faisant l'objet d'une surveillance	
6. Garder la mémoire des sites et sols pollués	6.1 Inciter à l'instauration de restriction d'usage des sols sur les sites pollués.	DRIRE	Nbre de sites faisant l'objet de servitudes	Actions nationales de l'inspection des installations classées en 2004 et 2005.

(1) Observatoire Régionale Qualité des Eaux et Produits Phytosanitaires  
(Voir aussi page 40 pour l'exposition dans autres milieux et produits consommés par l'homme)

## Plans d'actions et référence :

- Plan Interministériel de réduction de risques liés aux pesticides

## OBJECTIFS PRINCIPAUX

- Améliorer la connaissance des risques sanitaires et des sources de pollution des zones de baignades
- Elaborer des plans d'amélioration pour réduire la pollution microbiologique des zones de baignades
- Poursuivre et développer l'information sur la qualité des eaux de baignade et les risques sanitaires

# LA BAIGNADE EN MER ET EN EAU DOUCE

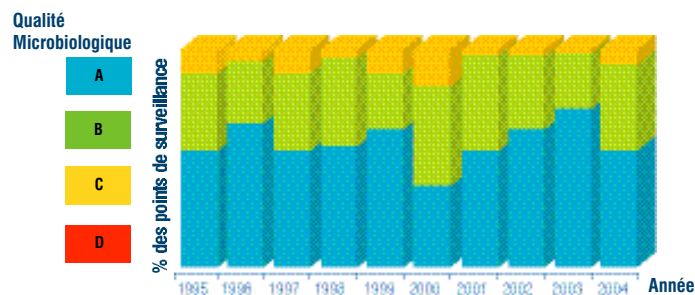
Diminuer le risque sanitaire lié à la baignade

Avec ses 470 kilomètres de côte, le littoral est un lieu d'activités nombreuses. La qualité de l'eau joue un rôle important dans le maintien et le développement de certaines d'entre elle telles que le tourisme, la conchyliculture et la pêche à pied.

Si le risque majeur est bien sûr la noyade, la qualité de l'eau joue un rôle important. Des affections d'origine microbiologique le plus souvent bénignes et concernant en priorité les sphères cutanées, ORL (Oto-Rhino Laryngologie) et gastro-intestinales ainsi que des effets toxiques et allergiques liés à la prolifération d'algues (cyanobactéries) peuvent être contractées au cours de la baignade.

La qualité des eaux des zones de baignades est fortement influencée par les conditions climatiques et par la proximité des rejets d'eaux pluviales ou d'assainissement.

En Basse Normandie, le contrôle sanitaire des eaux de baignade concerne 135 points (130 en eaux de mer et 5 en eaux douces).



Evolution de la qualité des eaux de baignade 95-04

En 2004, la presque totalité des points de surveillance (96 %) a été conforme aux normes en vigueur (73 sont de qualité A, 67 de qualité B et 5 de qualité C. Aucun n'est en qualité D)

L'évolution satisfaisante au cours des 10 dernières années traduit les efforts d'assainissement réalisés par les collectivités.

Le suivi d'une centaine de rejets littoraux permet de mieux appréhender leur influence sur la qualité des zones de baignade.

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
<p>1. Améliorer les connaissances des risques sanitaires microbiologiques, chimiques, et des sources potentielles de pollutions au niveau des zones de baignade ou de loisirs nautiques</p> <p>2. A partir de ces diagnostics, initier et élaborer des plans d'amélioration pour réduire la pollution microbiologique au niveau des zones de baignades</p> <p>3 - Poursuivre et développer l'information sur la qualité des eaux de baignade et les risques sanitaires</p>	1.1 Poursuivre le contrôle sanitaire des zones de baignade et de pêche à pied récréative	DDASS	<p>Nombre de profils réalisés</p> <p>Nombre d'études diagnostic</p> <p>Nombre de zonages pluviaux</p>	<p>Profil de vulnérabilité pour baignades en B et C</p> <p>Conditionner l'octroi des aides financières publiques à la réalisation d'une étude de diagnostic Prévu à l'article L.2224-10 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales)</p> <p>Lié à la mise en place des SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) Incitation financière grâce au PMPOA (Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole)</p>
	1.2 Développer des suivis spécifiques en réalisant des inventaires ciblés de qualité (cyanobactéries, rejets côtiers, coquillages, zones de loisirs nautiques)	DDASS Agences de l'eau		
	1.3 Élaborer les profils de vulnérabilité des zones de baignade, des zones de loisirs nautiques, des zones de pêche à pied (recensement des sources potentielles de pollution)	Collectivités DDASS Agence de l'eau		
	2.1 Poursuivre l'amélioration de la collecte des eaux usées et encourager préalablement les collectivités à réaliser une étude de diagnostic de leur système d'assainissement.	Collectivités MISE Agences de l'eau		
	2.2 Améliorer la gestion des eaux pluviales : inciter les collectivités à la réalisation de l'étude de zonage pluvial et inciter à l'investissement (ouvrages de stockage voire de traitement, développement des techniques alternatives : boues, bassins d'infiltration ...)	Collectivités MISE Agences de l'eau		
	2.3 Maîtriser les activités humaines génératrices d'impact direct sur la qualité des eaux de baignade (dragage, ...)	Collectivités MISE DRIRE		
	2.4 Maîtriser les sources de pollution diffuse (mise en conformité des branchements et des systèmes d'assainissement non collectif, mise aux normes des bâtiments d'élevage)	Collectivités MISE Agences de l'eau		
	3. Informer sur la qualité des eaux des zones de baignade, (Affichage, Site Internet, communication au public) Poursuivre l'information sur le suivi sanitaire des zones de pêche récréative.	Collectivités DDASS		

### Plans d'actions et référence :

- Directive du 8 décembre 1975, concernant la qualité des eaux de baignade
- Directive Cadre sur l'Eau

## OBJECTIFS PRINCIPAUX

- > Poursuivre et développer la surveillance et le contrôle des différents milieux et produits consommés par l'homme vis à vis des pesticides
- > Mieux apprécier l'exposition des populations dans le cadre d'un observatoire régional

# L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX PESTICIDES

Organiser l'exploitation des données existantes pour estimer l'exposition de la population aux pesticides (produits phytosanitaires)

Des dispositifs de contrôle et de suivi permettent de s'assurer que les pesticides ne présentent pas de risque pour la santé de l'homme ou pour son environnement. Ces dispositifs de suivi relèvent de la compétence de plusieurs partenaires. Il peut être citer :

- > Le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine par le ministère chargé de la Santé DDASS ;
- > Le contrôle des résidus de pesticides dans les productions végétaux par le ministère de l'Agriculture DRAF/SRPV ;
- > Les plans de contrôle mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture DDSV (denrées camées, produits de la pêche, coquillages )
- > Les plans de surveillance mis en place par le ministère chargé de la concurrence et de la consommation DRCCRF (Résidus de pesticides dans les fruits et légumes dans les céréales) ;
- > Le Réseau de suivi Eaux Souterraines piloté par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ;
- > Le Réseau National de Bassin.
- > Les campagnes de mesures de la qualité de l'Air par Air C.O.M.



Pour le domaine de l'eau, un observatoire régional de la qualité des eaux vis à vis des produits phytosanitaires ORQUEPP permet depuis quelques années de rassembler les informations et les résultats des mesures de produits phytosanitaires dans le domaine de l'eau.



Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Poursuivre et développer la surveillance et les contrôles des résidus de pesticides dans les différents milieux et produits consommés par l'homme	1.1 Poursuivre et renforcer la surveillance de la qualité des eaux vis à vis des produits phytosanitaires 1.2 Poursuivre et renforcer la surveillance des aliments d'origine végétale vis à vis des pesticides 1.3 Poursuivre et renforcer la surveillance des produits destinés à l'alimentation humaine 1.4 Evaluation de l'exposition due à l'air 1.5 Poursuivre, recenser et exploiter les études et suivis concernant l'exposition des utilisateurs	DDASS Agence de l'Eau  DRAF SRPV  DDCRF  Air C.O.M.		Plan national de surveillance des résidus     Voir étude exposition professionnelle en milieu agricole du GRECAN
2. Mieux apprécier et suivre l'évolution de l'exposition de la population	2.1 Notamment à partir de synthèse des contrôles, mieux apprécier l'exposition de la population dans le cadre d'un observatoire régional des produits phytosanitaires	ORQUEPP		Extension des compétences de l'ORQUEPP à un observatoire régional des produits phytosanitaires

### Plans d'actions et référence :

- Code rural : L253-15 et L 253-16
- Code de la santé publique